



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 25/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRO 67

7 RUE DU BASSIN DE L'INDUSTRIE
CS 50092
67000 Strasbourg

Références : 0770/CS/AG
Code AIOT : 0006700770

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2025 dans l'établissement AGRO 67, implanté 8 RUE BASSIN DE L INDUSTRIE 67000 Strasbourg. L'inspection a été annoncée le 17/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRO 67
- 8 RUE BASSIN DE L INDUSTRIE 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700770
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société Agro 67 exploite des silos ainsi qu'un dépôt d'engrais situé dans un hall séparé du silo.
Le site de la rue du Bassin de l'industrie est sous le régime de l'autorisation :

Rubrique	Régime	Description de l'activité	Quantité autorisée
2160-2-a	A	Silos de céréales	20 200 m ³

Le dépôt d'engrais est encadré de la manière suivante :

Il n'est pas réalisé de stockage classé au titre de la rubrique n° 4702, la quantité maximale est strictement inférieure à 500 t.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
6	Vérifications périodiques et maintenance des matériels	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 7.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 8.1.6	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité d'engrais	Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 2	Sans objet
2	État documentaire	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.1.1	Sans objet
3	Consignes	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.1.3	Sans objet
4	Formations des personnels	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.1.6	Sans objet
5	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformités :

- le rapport de contrôle périodique des installations électriques ne couvre pas la totalité des installations ;
- Une sonde de température dans la cellule n°6 est défectueuse.

Observations :

Une perte de produit (grains de céréales) est constatée sur le palier n°5, une réparation des gaines est en cours. La réparation doit être finalisée et les résidus de produits doivent être évacués. Lors de la visite, l'inspection constate, visuellement, la présence d'épaufrures sur les parois extérieures du silo coté Bassin de l'industrie. Notamment sur la cellule n°6 à une hauteur d'environ 8 mètres, l'absence du béton d'enrobage permet de distinguer une armature déjà corrodée.

Il appartient à l'exploitant de prendre en compte ces signes de détérioration.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité d'engrais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 2
Thèmes : Produits chimiques, stockage d'engrais
Prescription contrôlée : Il est ajouté au tableau de classement de l'article 11.2 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2021 : « Il n'est pas réalisé de stockage classé au titre de la rubrique n° 4702 de l'annexe de l'article R 571-9 du code de l'environnement. La quantité maximale d'engrais répondant aux définitions de cette rubrique, points 4702-III et 4702-IV exclusivement, est limitée à 509 t. La quantité maximale d'engrais répondant à la définition du point 4702-III est strictement inférieure à 500 t. Il n'est pas réalisé de stockage en vrac. »
Constats : L'inspection constate dans le hall de stockage ; la présence, en « big bags » de 600 kg, de 25 tonnes environ d'engrais et 35 tonnes environ de chlorure de potasse. La cellule dédiée au stockage des autres engrais est vide. La quantité maximale de stockage est respectée.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : État documentaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.1.1
Thèmes : Situation administrative, dossier administratif
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : le dossier de demande d'autorisation initial et ceux qui l'ont suivi ; - les dossiers établis pour la notification des modifications au préfet (art. R.181-46 du code de l'environnement) ; - les éventuelles notifications d'existence produites (art, L.513-1 et R.513-1 du code de l'environnement) ; - les plans des installations tenus à jour et datés, incluant un schéma des réseaux et le plan des égouts ; - les éventuels agréments délivrés au titre du code de l'environnement et les cahiers des charges associés, le cas échéant les résultats du programme de surveillance ; - la liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) des installations ; - d'une façon générale, les documents (rapports de contrôles, consignes, plans, etc.), prévus par le présent arrêté et qui justifient le respect des conditions d'autorisation.

Constats :

Les différents documents demandés par l'inspection sont présentés par l'exploitant. Certain plans ne sont pas à jour.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.1.3

Thèmes : Risques accidentels, Consignes

Prescription contrôlée :

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans les installations dont ils ont la charge, ainsi que des prescriptions d'exploitation pertinentes au regard de leur périmètre d'intervention.

L'exploitant établit les consignes écrites nécessaires à la maîtrise des opérations sensibles pour la sécurité des installations, notamment en situation d'incident. Les consignes d'exploitation sont cohérentes avec les prescriptions d'exploitation. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
 - l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
 - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
 - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
 - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
 - les modalités de gestion des rétentions et confinements ;
 - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
 - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- l'obligation d'informer l'Inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection les éléments suivants :

- le modèle de permis feu destiné aux intervenants extérieurs
- le modèle de travaux par points chauds
- les consignes de conduite des installations

Les consignes de conduite des installations sont aussi affichée dans l'entrée du silo.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Formations des personnels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.1.6
Thèmes : Risques chroniques, Formation des personnels
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Constats : L'exploitant a présenté, à l'inspection, trois attestations de formation établie par le bureau « Résilience » pour les personnels d'AGRO67 travaillant sur site. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.3.1
Thèmes : Risques accidentels, Propreté des installations et des voiries de desserte
Prescription contrôlée : Des masques ou appareils respiratoires, et des gants d'un type correspondant au gaz et émanations toxiques possibles, sont mis à disposition de toute personne de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones de risque toxique. Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles. Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement .
Constats : La visite du silo permet, à l'inspection, de constater que les locaux sont correctement entretenus et ne présentent pas d'accumulation de poussière. Un appareil respiratoire est disponible dans le poste de commande du rez-de-chaussée. Les consignes de sécurité sont disponibles dans le sas d'entrée du silo. Une perte de produit (grains de céréales) est constatée sur le palier n°5, une réparation des gaines est en cours. La réparation doit être finalisée et les résidus de produits doivent être évacués.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : Vérifications périodiques et maintenance des matériels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 7.1.2
Thèmes : Risques accidentels, Vérifications périodiques et maintenance des équipements
Prescription contrôlée : L'exploitant assure, ou fait effectuer, la vérification périodique et la maintenance des matériels et

des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple), ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels et équipements sont consignées sur un registre (ou dispositif équivalent), sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. Ces matériels et équipements doivent être fonctionnels à tout moment, c'est-à-dire en capacité de remplir leurs fonctions selon les caractéristiques définies dans l'étude de dangers.

Constats :

L'exploitant a présenté, à l'inspection, les différents rapports de vérification des installations dont notamment :

- le rapport faisant état du bon fonctionnement du SSI du site établi par « Chubb » le 27/06/2025 ;
- le rapport de conformité du parafoudre établi par « Qualifoudre » ;
- le rapport faisant état de la conformité des moyens de lutte contre l'incendie établi par « Eurofeu » le 03/07/2024 ;
- Le rapport de vérification des installations électriques établi par « SOCOTEC » le 29/11/2024.

Le dernier rapport (installations électriques) comporte la mention de « contrôle partiel ». En effet, la partie détaillée du rapport précise que par manque de fourniture de document, les tests hors tension n'ont pas été réalisés. Et aussi la non-mise à disposition de moyens d'accès ne permet pas au contrôleur de se prononcer sur la continuité de la terre pour les luminaires. Le résultat partiel est insuffisant , par conséquent la prescription n'est pas respectée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 2 mois

N° 7 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 8.1.6

Thèmes : Risques accidentels, stockage silos

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité ...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Conformément à l'étude de dangers par l'exploitant, le matériel employé est défini comme suit :

- Silo S : Sondes thermométriques fixes : 8 points de mesure sur la hauteur par cellule
- Silo A : Sondes thermométriques fixes : 2 points de mesure sur la hauteur par cellule

Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer, au plus vite, les services de secours. L'exploitant s'assure de la pérennité et de l'efficacité, dans le temps, de ces sondes. Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter d'éventuels incendie, auto-combustion ou fermentation. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage. Les produits sont contrôlés en

<p>humidité avant ensilage, de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximal d'humidité. L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. la température des produits dans les cellules est contrôlée périodiquement, et toute élévation anormale est signalée au tableau général de commande. La fréquence des mesures de la température est fonction de la nature et du taux d'humidité des produits, ainsi que de la taille des cellules.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté, à l'inspection, les différents suivis des produits stockés en silos. A la réception des produits, l'exploitant détermine le taux d'humidité, par mesure sur un échantillon avant l'ensilage.</p> <p>Chaque silos est équipé 8 sondes thermométriques enregistrées sur système informatique, un relevé régulier est consigné dans un cahier à chaque ronde de surveillance réalisée.</p> <p>Une sonde de température est en défaut sur la cellule n°6. La sonde de température défectueuse doit être remplacée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délai : 2 mois</p>